

Comme représentant du Québec au Parlement de mon pays, tout en applaudissant aux politiques positives et dynamiques du gouvernement provincial et en lui reconnaissant le rôle de premier levier de commande des Canadiens français vers leur émancipation culturelle et le contrôle de leur économie, je me refuserai d'être le simple écho de la voix du gouvernement québécois, chaque fois qu'elle mettra en péril les fondements mêmes de ce qui est essentiel au maintien de notre pays comme un tout.

Il nous incombe de définir nos objectifs, d'établir nous-mêmes les priorités essentielles qui doivent demeurer du ressort du gouvernement canadien et d'avoir le courage de les soutenir, en se rappelant cependant que tout système fédératif ne peut et ne doit être ni rigide ni statique.

L'honorable député d'Outremont-Saint-Jean (M. Lamontagne), le 9 septembre 1964, devant les membres du Club Richelieu de Québec, dans un discours pourtant profond et célèbre qui, malheureusement, dans une certaine presse, avait reçu moins d'importance que les gestes et sautes d'humeur du lutteur Reggie Chartrand, affirmait, et je cite:

Le fédéralisme est toujours à refaire à mesure que les fonctions de l'Etat changent et que ses responsabilités augmentent. Chaque fois que de tels changements se produisent, un nouveau problème de répartition des fonctions se pose. Le fédéralisme ne connaît donc pas de règlement définitif. En tentant de l'enfermer dans des formules statiques, on aboutit à une rigidité de la structure politique incompatible avec les circonstances changeantes de la vie réelle.

Et plus loin, il ajoutait:

Les gouvernements provinciaux ont considérablement amélioré leurs fonctions publiques au cours des dernières années; ils sont donc plus en mesure que jamais de faire face à leurs propres responsabilités. De plus, leur volonté de les assumer eux-mêmes s'est affermie. Le Québec, de ce point de vue, ne va pas contre la tendance générale; il est tout simplement à la tête du mouvement. Enfin, il est indéniable que les provinces doivent avoir plus de revenus et que, dans les circonstances actuelles, certaines de leurs responsabilités sont prioritaires.

M. Claude Ryan, rédacteur en chef du journal *Le Devoir*, écrivait en éditorial, en avril 1964, et je cite:

Je crois qu'une société politique, composée de personnes de cultures et de religions différentes, loin d'être non viable, peut plus qu'une société monolithique favoriser l'épanouissement de la liberté et la primauté de la raison.

Voilà un langage de la raison et de la maturité. Le 13 avril dernier, le journal *La Tribune* publiait un éditorial dans lequel on peut lire ce qui suit:

Les propos tenus dans notre province depuis quelque temps sur l'avenir du Québec et de la Confédération ne sont-ils pas en train d'aboutir à des résultats néfastes à plusieurs points de vue?

Les extrémistes de tous genres, surtout ceux qui parlent ouvertement de violence et dont les dé-

clarations ne font que semer la crainte et l'inquiétude, sont-ils en train de paralyser le Québec? Ceux qui utilisent des formules ronflantes et négligent ou refusent de faire des distinctions nécessaires risquent-ils de faire plus de mal que de bien au Québec? Ces questions nous devons les poser directement car de plus en plus nombreux sont les citoyens qui s'interrogent sur les conséquences du méli-mélo actuel où la «Voix» des extrémistes et des irresponsables domine. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que les irresponsables se recrutent dans divers milieux jusque dans les hautes sphères de la politique.

Le même jour on pouvait lire dans le journal *Le Soleil* ces remarques très pertinentes:

Or, ne voit-on pas malheureusement que différents milieux en ce pays s'appliquent, avec une inconscience parfois inqualifiable, à exploiter la crise actuelle. Chez certains hommes politiques en particulier cette attitude frise l'irresponsabilité. L'habileté politique est une chose. Mais, dépasser une certaine limite et dans un certain climat, cette habileté peut devenir de l'électoratisme éhonté, susceptible de déboucher tout simplement sur les pires aventures... Les préjugés entre groupes ethniques n'ont jamais rien apporté de bon. Les politiciens qui exploitent le climat émotionnel à cet égard prennent de lourdes responsabilités au regard de l'histoire.

Mon collègue d'Hochelaga (M. Pelletier), en avril 1964, dans *Cité Libre*, analysant les attitudes de *Parti pris*, une nouvelle revue qui prône le séparatisme, le laïcisme et le socialisme, affirmait, et je cite:

Je crois au contraire que l'action de «parti pris», si jamais elle parvenait à dépasser le stade des proclamations d'intentions purement verbales, engagerait les Canadiens français, comme personnes et comme groupe, dans l'une des pires impasses de notre histoire. Je crois que, même s'ils y mettent beaucoup plus de talent, les partipristes construisent un séparatisme de gauche aussi irréaliste et probablement plus utopique encore que l'indépendantisme de droite des Chaput, Barbeau et Cie.

Ces paroles sont beaucoup plus courageuses que les déclarations de pure démagogie de certains de nos politiciens du Québec qui, au lieu de rechercher le langage de la raison sur des problèmes aussi vitaux, ont préféré le langage de la flatterie et du sentimentalisme.

C'est ainsi par exemple que je n'ai jamais compris certaines déclarations faites par l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire), devant les étudiants de l'Université de Montréal en 1964, qui ne pouvaient qu'inciter notre jeunesse à se bercer de l'illusion du séparatisme.

Il est devenu nécessaire, je pense, à l'heure actuelle, d'affirmer que les représentants de la population canadienne-française sur le plan national siègent ici dans cette Chambre.

Quant à la motion de méfiance du chef de l'opposition qui réclame une majoration des pensions de vieillesse à \$100, je soumets qu'elle est inacceptable à tout esprit libéral qui a une conception sérieuse de la sécurité sociale.

[M. Lafamme.]